POLITIQUE DE CONFIDENTIALITÉ : ACTIVITÉ DIVORCE AMIABLE

Version du 3 novembre 2026

Applicable aux données collectées sur le site divorce.nassyha.com, sur les pages divorce du site nassyha.com et dans le cadre du traitement des dossiers de divorce par consentement mutuel.

Article 1. Responsable du traitement

Le responsable du traitement est la **SELARL NASSYHA**, société d'exercice libéral à responsabilité limitée d'avocats, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 532 396 686, dont le siège est situé 122 boulevard Haussmann, 75008 Paris, représentée par Maître Karim DJARAOUANE, son gérant.

Contact pour toute question relative aux données personnelles : contact@nassyha.com, ou par courrier à l'adresse du siège.

Le Cabinet est tenu au secret professionnel de l'avocat. Ce secret s'applique à l'ensemble des informations qui lui sont confiées dans le cadre d'un dossier.

Article 2. Données collectées

Le Cabinet collecte uniquement les données nécessaires au traitement du dossier :

- **identification et contact du Client** : civilité, nom, prénoms, adresse postale, adresse électronique, numéro de téléphone ;
- **état civil** : date et lieu de naissance, nationalité, profession, date et lieu du mariage, régime matrimonial, pièces d'identité et actes de l'état civil ;
- **situation familiale** : identité, date et lieu de naissance des enfants, modalités envisagées pour leur résidence et leur entretien ;
- **situation patrimoniale et financière** : biens, dettes, revenus et charges, lorsqu'ils sont nécessaires pour régler les effets du divorce, notamment le partage des biens, la contribution à l'entretien des enfants ou une prestation compensatoire ;
- **données relatives au conjoint** : nom, prénoms, coordonnées et informations nécessaires à la rédaction de la convention ;
- **données de commande et de paiement** : formule choisie, échéancier, historique des paiements ; les données de carte bancaire sont traitées directement par le prestataire de paiement Stripe et ne sont jamais conservées par le Cabinet ;
- **échanges** : courriers électroniques, notes d'entretien téléphonique, documents transmis ;
- **données de navigation** : données techniques et, sous réserve de votre consentement, traceurs de mesure d'audience et publicitaires (article 8).

Article 3. Finalités et bases légales

Les données sont traitées pour les finalités suivantes :

- **exécution de la mission et de la convention d'honoraires**, y compris les mesures précontractuelles prises à votre demande (étude de votre situation, rappel téléphonique, rédaction de la convention de divorce, signature, dépôt chez le notaire) : la base légale est l'exécution du contrat (article 6.1.b du RGPD) ;
- **rappel par l'avocat d'une personne qui a commencé une demande sans la finaliser**, afin de faire le point sur sa demande : la base légale est l'intérêt légitime du Cabinet à donner suite aux demandes qui lui sont adressées (article 6.1.f du RGPD) ; vous pouvez vous y opposer à tout moment ;
- **facturation, comptabilité et respect des obligations professionnelles et légales**, notamment fiscales et, le cas échéant, de lutte contre le blanchiment des capitaux : la base légale est le respect d'une obligation légale (article 6.1.c du RGPD) ;
- **gestion des réclamations, des contestations d'honoraires et des éventuels contentieux** : la base légale est l'intérêt légitime du Cabinet (article 6.1.f du RGPD) ;
- **mesure d'audience et de l'efficacité des campagnes publicitaires du site** : la base légale est votre consentement (article 6.1.a du RGPD et article 82 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978).

Les informations relatives aux enfants et à la situation patrimoniale sont traitées dans la seule mesure nécessaire à la rédaction de la convention de divorce, qui doit les mentionner en application de l'article 229-3 du Code civil. Le Cabinet ne collecte pas de données relatives à la santé, sauf si vous les communiquez vous-même parce qu'elles sont utiles à la convention (par exemple pour la fixation d'une prestation compensatoire) ; elles sont alors traitées avec votre accord et sous le secret professionnel.

Article 4. Destinataires des données

Les données sont destinées à Maître Karim DJARAOUANE et, le cas échéant, aux collaborateurs du Cabinet, tous tenus au secret professionnel.

Elles ne sont communiquées à des tiers que dans la mesure nécessaire au traitement du dossier :

- **l'avocat du conjoint**, pour la rédaction et la signature de la convention de divorce ;
- **le notaire** chargé du dépôt de la convention et, le cas échéant, de la liquidation du régime matrimonial ;
- **les prestataires techniques** du Cabinet, agissant en qualité de sous-traitants et liés par une obligation de confidentialité : développement et hébergement du site divorce.nassyha.com, paiement en ligne (Stripe Payments Europe Ltd), envoi des lettres recommandées postales ou électroniques, messagerie électronique, mesure d'audience et publicité (Google Ireland Ltd, uniquement si vous l'avez accepté) ;
- **l'expert-comptable** du Cabinet, pour les seules données de facturation ;
- **les autorités** habilitées à les recevoir en vertu de la loi, notamment l'Ordre des avocats ou les juridictions en cas de contestation.

Le Cabinet ne vend ni ne loue aucune donnée personnelle.

Article 5. Transferts hors de l'Union européenne

Certains prestataires, notamment Stripe et Google, peuvent transférer des données vers des pays situés hors de l'Union européenne, en particulier les États-Unis. Ces transferts sont encadrés par une décision d'adéquation de la Commission européenne ou par des clauses contractuelles types adoptées par celle-ci.

Article 6. Durées de conservation

Les données sont conservées pendant les durées suivantes :

- **demande commencée mais non finalisée** : trois ans à compter du dernier contact ;
- **dossier de divorce** : pendant toute la durée de la mission, puis cinq ans à compter de la fin de la mission, délai correspondant à la prescription de l'action en responsabilité ;
- **pièces comptables et factures** : dix ans à compter de la clôture de l'exercice (article L. 123-22 du Code de commerce) ;
- **traceurs de mesure d'audience et publicitaires** : treize mois au plus, votre choix étant conservé pour la même durée.

Au terme de ces durées, les données sont supprimées ou anonymisées.

Article 7. Vos droits

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation du traitement, de portabilité de vos données et d'un droit d'opposition au traitement fondé sur l'intérêt légitime du Cabinet. Vous pouvez retirer à tout moment votre consentement aux traceurs. Vous pouvez également définir des directives relatives au sort de vos données après votre décès.

Ces droits s'exercent par courrier électronique à contact@nassyha.com ou par courrier au 122 boulevard Haussmann, 75008 Paris, en précisant votre nom et, le cas échéant, la référence de votre dossier. Une réponse vous est apportée dans un délai d'un mois.

Ces droits s'exercent dans le respect du secret professionnel de l'avocat et des obligations légales de conservation du Cabinet, qui peuvent justifier le refus d'effacer certaines données. Les informations relatives à votre conjoint ne peuvent vous être communiquées que dans la mesure où elles figurent dans la convention de divorce.

Si vous estimez que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), 3 place de Fontenoy, TSA 80715, 75334 Paris Cedex 07, www.cnil.fr.

Article 8. Cookies et traceurs

Le site utilise des traceurs strictement nécessaires à son fonctionnement et à la sécurité du paiement, qui ne requièrent pas votre consentement.

Sous réserve de votre consentement, recueilli au moyen du bandeau affiché lors de votre première visite, le site utilise également des traceurs de mesure d'audience et de mesure de l'efficacité des campagnes publicitaires (Google Ads), qui permettent de savoir si une visite issue d'une annonce a donné lieu à une demande de devis, à un appel ou à une commande.

Vous pouvez accepter, refuser ou modifier votre choix à tout moment au moyen du lien « Gestion des cookies » figurant en bas de chaque page.

Article 9. Sécurité

Le Cabinet met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles adaptées pour protéger les données contre la perte, l'accès non autorisé ou la divulgation : connexion chiffrée au site, accès aux dossiers réservé aux personnes habilitées, paiement sécurisé par un prestataire certifié.

Article 10. Modification de la politique

La présente politique peut être modifiée pour tenir compte des évolutions légales ou techniques. La version en vigueur est celle publiée sur le site, avec sa date de mise à jour.